



cpdp
comité
professionnel
du pétrole

L'interlocuteur
pétrolier
du monde
de l'énergie

n° 726

Junin 2022

du 20 juillet 2022

Une synthèse de l'activité
pétrolière en France,
de l'amont à l'aval,
et un aperçu des principales
données dans le monde.

BM

BULLETIN
MENSUEL

+ 6,1 % 
Hausse des
livraisons au
1^{er} semestre 2022

Des données
exclusives sur
la consommation
intérieure en France

ÉVÈNEMENTS

MARCHÉ

CONTEXTE

ACTIVITÉS

MONDE



BULLETIN MENSUEL

Édité par le CPDP

1 rue François Jacob
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01.47.16.94.60
Fax : 01.47.08.10.57
contact@cpdp.org

ABONNEMENT

791,25 € TTC (12 numéros pdf)
121,33 € TTC au numéro pdf

Directeur de la publication :

Jean-Nicolas Fiatte

Rédactrice en chef :

Isabelle Leherpeur
isabelle.leherpeur@cpdp.org

Économie :

Hélène Ville
helene.ville@cpdp.org

Conception graphique :

Agnès Jouhannel
© photo couverture :
Fotolia - George Spade

AUTRES PUBLICATIONS

L'Intégral, dépliants annuels,
Notes d'Information
Économique, Le Zoom,
Circulaires, Dossiers
réglementaires,
Le 4 Pages, Statistiques
de livraisons, Commerce
extérieur pétrolier.

MENTIONS LÉGALES

Publication de presse ayant
fait l'objet d'un dépôt légal.
ISSN : 1163-0280

Toute reproduction partielle ou
intégrale des pages publiées dans
la présente publication faite sans
autorisation de l'éditeur est illicite
et constitue une contrefaçon.

**MONDE - GUERRE UKRAINE-RUSSIE****PRODUCTION MONDIALE DE
PÉTROLE BRUT - JUIN 2022**

Hausse de **0,69 Mb/j**
à **99,46 Mb/j**

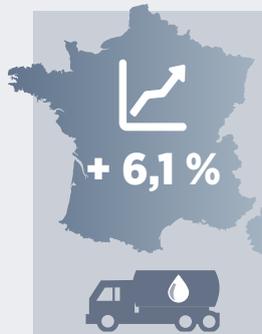
**PRIX DU BARIL - JUIN 2022**

> Brent daté

122,71 \$/b (+ 8,3 %
sur 1 mois) ↗

> Panier OPEP

117,74 \$/b ↗
(+ 3,3 % sur 1 mois)

FRANCE**LIVRAISONS TOTALES
1^{er} SEMESTRE 2022**

Au total, les livraisons
de produits pétroliers sont
estimées à **33,7 millions de
tonnes** au 1^{er} semestre 2022,
en hausse de **6,1 %** sur 2021.

**IMPORTATIONS
DE PÉTROLE
BRUT**

+ 13,9 %
en avril 2022
par rapport à avril 2021

**PRIX DU GAZOLE
JUIN 2022**

Hausse
de **10,6 %**
du prix TTC sur
un mois, malgré la
remise de 18 cts €/l

**CLIMAT
JUIN 2022**

Les températures
ont été supérieures
de **plus de 2 °C**
aux normales
saisonnnières

**PART DES
IMPORTATIONS
EN PROVENANCE DE
RUSSIE - JANV. - AVRIL 2022**

Pétrole brut :
13,5 % soit 1,8 Mt
Gazole/Fioul dom. :
34,2 % soit 2,5 Mt

Sources : AIE, Reuters, SDES, Météo France, DGDDI, CPDP.

Sommaire**ÉVÉNEMENTS**

France	3
Europe	4
Monde	5

**CONTEXTE
FRANCE**

Climatologie et jours ouvrés	20
Conjoncture générale	22
Statistiques de l'énergie	24

**MARCHÉ
FRANCE**

Livraisons de produits pétroliers : bilan et évolution	6
Supercarburants	8
Gazole	10
Fioul domestique	12
Gazole non routier	14
Stocks pétroliers	15
Consommation de produits pétroliers	16
Transport maritime	18

**ACTIVITÉS
FRANCE**

Exploration et production	25
Importations de pétrole brut	26
Raffinage du pétrole brut	27
Coût du pétrole brut importé	28
Frets pétroliers	29
Commerce extérieur de produits raffinés	30
Production des raffineries	31
Marges brutes de raffinage	32
Marges brutes de transport- distribution	33

MONDE

Production de pétrole brut	34
Prix de vente du pétrole brut	35
Cotations Rotterdam	36
Marché du CO ₂	37
Principaux résultats de l'industrie pétrolière à l'étranger	38

Événements en France et dans le monde

JUIN - JUILLET 2022

FRANCE

23 JUIN 2022

GAZ NATUREL

Pour sécuriser l'approvisionnement l'hiver prochain, alors que la Russie réduit massivement ses exportations de gaz vers l'Europe, Elisabeth Borne a annoncé des mesures qui seront pour certaines incluses dans le projet de loi sur le pouvoir d'achat, qui doit être voté au Parlement cet été.

La première d'entre elles concerne les stockages de gaz souterrains, qui assurent le quart des besoins du pays. L'objectif actuel, qui est d'atteindre 85 % le 1^{er} novembre, pourrait s'avérer insuffisant. Le gouvernement va donc durcir les règles et l'objectif passe à près de 100 % de remplissage. Le gouvernement veut aussi accélérer l'installation du terminal flottant d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) de TotalEnergies, qui sera amarré dans le port du Havre et dont la mise en service est prévue en septembre 2023. Ce terminal pourra recevoir à lui seul quasiment 10 % de la consommation française, mais pas avant l'hiver 2023-2024.

Le gouvernement veut enfin orchestrer une réduction de la demande de gaz, mais aussi d'électricité. Des groupes de travail sur la « sobriété énergétique » seront mis en place avec les représentants des administrations, des entreprises et des établissements recevant du public comme les commerces. L'objectif est de réduire la consommation d'énergie de 10 % en deux ans.

24 JUIN 2022

RÉSEAUX DE CHALEUR

D'ici fin juillet, le gouvernement devrait annoncer un dispositif baptisé « Raccordement express » qui permettra de connecter des bâtiments tertiaires et résidentiels aux réseaux de chaleur existants quasi gratuitement. L'objectif est de connecter le maximum de bâtiments pour faire des économies d'énergie.

26 JUIN 2022

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Les dirigeants des trois énergéticiens français TotalEnergies, EDF et Engie ont appelé ensemble les Français à réduire immédiatement leur consommation de carburant, pétrole, électricité et gaz face au risque de pénurie et de flambée des prix qui menacent « la cohésion sociale » l'hiver prochain.

« L'effort doit être immédiat, collectif

et massif. Chaque geste compte », indiquent dans une tribune commune du Journal du Dimanche, Patrick Pouyanné (TotalEnergies), Jean-Bernard Levy (EDF) et Catherine MacGregor (Engie). Aux difficultés d'approvisionnement en gaz liées aux conséquences de la guerre en Ukraine, s'ajoutent des tensions sur les capacités de production électrique pilotable en Europe, et une production hydraulique amputée en raison de la sécheresse, expliquent-ils.

26 JUIN 2022 CENTRALES

La centrale à charbon de Saint-Avold (Moselle) devrait redémarrer l'hiver prochain à titre conservatoire, compte tenu de la situation ukrainienne et des tensions sur le marché de l'énergie, a confirmé le ministère de la Transition énergétique. Ce redémarrage s'inscrit dans le plan de fermeture, a redit le ministère qui précise que l'engagement de fermer l'ensemble des centrales à charbon en France demeure inchangé.

30 JUIN 2022

PRIX DES CARBURANTS

TotalEnergies offre une nouvelle remise de 12 centimes d'euros sur les prix de ses carburants qui sera valable tout l'été à compter du 1^{er} juillet et jusqu'au 31 août, mais seulement sur les stations-service du réseau autoroutier du groupe. Elle concerne tous les carburants à l'exception du superéthanol-E85 et du gazole non routier (GNR). Cette remise s'additionne à celle de l'État de 18 cts €/litre TTC.

30 JUIN 2022 CENTRALES

Le gouvernement a mis en consultation jusqu'au 21 juillet un projet de décret modifiant le plafond d'émission de gaz à effet de serre pour les installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles. Cette mesure permettrait aux deux tranches charbon de la centrale de Cordemais (1 200 MW en tout) encore en service d'augmenter leurs heures de fonctionnement sur une année au-delà de ce que prévoit la réglementation en matière d'émission de GES. Cette disposition sera également appliquée à la tranche charbon Émile Huchet 6 (600 MW) de la centrale de Saint-Avold arrêtée depuis fin mars mais que le gouvernement veut redémarrer.

2 JUILLET 2022

ÉNERGO-INTENSIFS

Le ministère de l'Économie a annoncé l'ouverture à compter du 4 juillet du guichet de l'aide « gaz et électricité »

destinée aux entreprises énergoin-tensives où ces dernières pourront déposer leurs demandes d'aide. Cette aide est temporaire, ciblée et plafonnée et vise à compenser les surcoûts de dépenses de gaz ou d'électricité de ces entreprises, rappelle Bercy. Elle prendra la forme d'une subvention qui respecte l'Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine publié par la Commission européenne le 23 mars 2022, ajoute-t-il.

4 JUILLET 2022 GOUVERNEMENT

Le remaniement ministériel a été annoncé. Parmi les changements attendus, Amélie de Montchalin, cède son ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires à Christophe Béchu, déjà présent au sein du gouvernement en tant que ministre délégué en charge des Collectivités territoriales. Sous la tutelle de ce ministère, Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes depuis 2020, est nommé ministre délégué, chargé des Transports, tandis qu'Olivier Klein sera chargé de la Ville et du Logement. Par ailleurs, ont été nommés secrétaires d'État auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Bérangère Couillard, chargée de l'Écologie, et Dominique Faure, chargée de la Ruralité.

7 JUILLET 2022 LÉGISLATION

Ce sont deux textes très attendus qui ont été présentés au Conseil des ministres du 7 juillet. Le projet de loi « portant mesures d'urgence pour le pouvoir d'achat » doit s'ajouter au projet de loi de finance rectificative 2022, pour former un ensemble de mesures destiné à protéger la population contre les conséquences de l'inflation. Parmi les mesures liées à l'énergie, on compte une indemnité carburant pour les travailleurs qui doivent utiliser leur voiture pour se rendre à leur travail. Cette aide de 100 à 300 euros sera versée à 11 millions de foyers compris entre les déciles 1 et 5 du revenu fiscal de référence. S'ajoutera à cette mesure le dispositif « gros rouleurs », évoqué fin mai par la ministre de la Transition énergétique. Elle pourra être cumulée à l'indemnité carburant pour les salariés qui habitent à plus de 30 kilomètres de leur lieu de travail, ou parcourent plus de 12 000 km par an dans le cadre professionnel. Le gouvernement espère pouvoir lancer la mesure début octobre. Il estime qu'elle permettra une économie de

▶ Événements en France et dans le monde JUIN - JUILLET 2022

25 cts par litre sur l'année. Celle-ci viendra ainsi se substituer progressivement à une précédente mesure prise en début d'année, dans une période où les prix des carburants atteignaient de nouveaux sommets, la remise carburant de 18 centimes d'euro (TTC). Cette remise carburant restera en vigueur jusqu'en septembre avant d'être réduite progressivement pour s'éteindre d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, et comme prévu, le bouclier tarifaire sur les prix de l'électricité et du gaz sera prolongé jusqu'à la fin de l'année 2022 pour les particuliers, le logement social et les copropriétés. Le coût de la mesure pour le gaz est de 4,7 milliards d'euros et de 9,8 milliards d'euros pour contenir les tarifs de l'électricité à une hausse de 4 % au lieu des 35 % attendus.

Outre l'aide aux Français, le projet de loi porte également les décisions récentes du gouvernement en vue de renforcer la sécurité d'approvisionnement en gaz de la France. Et le texte acte également l'implantation d'un nouveau terminal méthanier flottant, qui doit être opéré dès l'automne 2023, au Havre par TotalEnergies.

Du côté de l'électricité, le projet de loi du gouvernement donne la possibilité aux centrales à charbon de Cordemais et Saint-Avold de dépasser leur seuil d'émissions de gaz à effet de serre en cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement du pays. Des mesures de compensation doivent être prises en contrepartie. Quant à la renationalisation d'EDF, Bruno Le Maire a indiqué que l'opération aurait lieu au cours des prochains mois. Le gouvernement a budgété 12,7 milliards d'euros dans ce but en plus des éventuelles opérations connexes qui pourraient avoir lieu dans le cadre du rachat.

Ces textes, qui seront débattus en juillet au Parlement, devront faire l'objet de négociations.

EUROPE

15 JUIN 2022 GAZ NATUREL

Après la décision, le 14 juin, de Gazprom de diminuer de 40 % ses livraisons de gaz via le gazoduc Nord Stream, le gazier russe a finalement décidé de réduire ses exportations de près de 60 %. Ce choix se ressent sur les flux gaziers en Europe. Ainsi, en Italie, les importations de gaz russe continuent à baisser. Les réductions touchent également l'Autriche. Même la France subit le contrecoup de la décision. Depuis le 15 juin, GRTgaz constate un arrêt du flux physique entre la France et

l'Allemagne, a en effet indiqué, le 17 juin, le gestionnaire du réseau de transport de gaz. Dans le même temps, le GRT observe depuis plusieurs mois une diminution des livraisons de gaz depuis l'Est de la France.

21 JUIN 2022 SUÈDE

L'Agence suédoise de l'énergie a annoncé avoir enclenché le niveau d'alerte précoce pour le réseau de gaz naturel dans le sud et l'ouest de la Suède. C'est le premier des trois niveaux de crise possibles pour le gaz (alerte précoce, alerte et urgence) mais il ne signifie pas une réduction des livraisons de gaz en Suède. L'Allemagne et le Danemark ont également déclenché ce premier niveau d'alerte. La Suède et le Danemark ont un marché commun du gaz et une zone d'équilibrage commune. Par conséquent, l'Agence suédoise de l'énergie a décidé de refléter la décision du Danemark, a expliqué l'agence.

22 JUIN 2022

UNION EUROPÉENNE

Rassemblés à Bruxelles en session plénière, les eurodéputés ont adopté à une large majorité la position commune du Parlement européen sur la réforme du marché carbone de l'UE (UE ETS) et le projet de taxe carbone aux frontières (CBAM). Ces deux projets phares du paquet climatique européen, visant une réduction des émissions nettes d'au moins 55 % d'ici 2030, avaient été rejetés une première fois en raison d'un désaccord entre groupes politiques sur plusieurs amendements clés.

23 JUIN 2022 ALLEMAGNE

Avec la baisse de 60 % des livraisons de gaz russe via le gazoduc Nord Stream, le gouvernement allemand est en situation de crise et a décidé d'activer « le niveau d'alerte » de son plan mis en place en mars dernier pour garantir son approvisionnement en gaz. Le gouvernement pourra dans ce cadre soutenir les acteurs du marché pour faire face aux prix élevés. Il s'agit de la deuxième étape du dispositif sur l'approvisionnement en gaz allemand, activé en mars dernier, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

24 JUIN 2022

CHARTRE DE L'ÉNERGIE

Les États membres de l'Union européenne se sont mis d'accord pour réformer le Traité sur la chartre de l'énergie (TCE), qui permet notamment à des investisseurs de poursuivre des États dont les décisions pourraient affecter la rentabilité de leurs

placements. La nouvelle mouture – la version originelle date de 1994 – devrait permettre de mieux protéger les technologies vertes et bas carbone et favoriser le développement du CCS (Carbon Capture and Storage) et de l'hydrogène. Elle doit surtout permettre aux États membres de regagner en souveraineté et, dès lors qu'ils le souhaitent, mettre un terme à leurs investissements dans les énergies fossiles sur le plan national afin de s'aligner avec leurs propres stratégies de décarbonation. La version modernisée du TCE doit être signée d'ici novembre 2022.

27 JUIN 2022 G7/RUSSIE

Les dirigeants des pays du G7 ont décidé de confier à leurs ministres concernés la tâche d'étudier la faisabilité d'un mécanisme dont le résultat sera d'imposer un prix plafond à l'exportation de pétrole brut par la Russie. Initiée par les États-Unis, l'idée d'origine consiste à définir un prix plafond, qui serait égal à environ 30 \$/b, considéré comme le coût marginal de production du pétrole russe, puis d'interdire, à travers les services contrôlés (ou pouvant être contrôlés) par les pays du G7 (transport maritime, assurances, banques...) l'exportation de tout pétrole russe qui serait vendu à un prix supérieur à ce seuil.

27 JUIN 2022 UE - GAZ

Le Conseil des Vingt-Sept ministres de l'énergie de l'Union européenne a définitivement adopté le règlement visant à s'assurer que, malgré les perturbations observées sur le marché du gaz, les capacités de stockage de gaz dans l'UE soient remplies avant la saison hivernale et puissent être partagées entre les États membres.

29 JUIN 2022 UE - CLIMAT

La présidence française du Conseil de l'UE avait placé la barre très haut en inscrivant à l'agenda de son ultime réunion ministérielle du semestre cinq projets du paquet climatique européen « Fit for 55 », parmi les plus emblématiques mais aussi les plus sensibles, politiquement et socialement. Après de longues tractations, les Vingt-Sept ont fini par adopter une position commune sur la réforme du marché carbone de l'UE (ETS), incluant la création d'un second marché de ce type pour les émissions des secteurs des bâtiments et des transports (ETS 2) ; la mise sur pied d'un « Fonds social pour le climat », à visée redistributive - l'établissement de nouvelles normes d'émissions pour les